



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2657

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à Mme Marylise Lebranchu, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Marylise Lebranchu. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Nous sommes loin, aujourd'hui, du compromis historique et fondateur du Conseil national de la Résistance, grâce auquel les échanges avaient permis de répondre à une crise financière grave, facteur déclenchant de la guerre, par la marche vers la régulation mondiale, mais avec un corollaire essentiel et partagé, la justice sociale. Depuis huit ans, nous vous entendons dire sans relâche que tout ce qui va mal est de la faute de la période 1997-2002. (" *Eh oui !* " sur les bancs du groupe UMP.) Depuis huit ans, vous dites sans relâche que les socialistes n'ont pas d'idées. (" *Eh oui !* " sur les bancs du groupe UMP.) C'est absurde !

Tout au long de la réforme des retraites, vous avez expliqué aux Français qu'il n'y avait pas d'autre réponse que votre ajustement technique. (" *C'est vrai !* " sur les bancs du groupe UMP.) Quand cesserez-vous de vous abriter derrière la technique, comme Margaret Thatcher, pour laisser croire qu'il n'y a pas d'alternative ? La vérité est qu'il s'agit d'un choix politique et idéologique. Nous pensons que vous avez choisi une injuste régulation des dépenses, sans juste répartition des recettes. Votre choix idéologique est simple : ouvrir à terme, et largement, le champ des retraites et celui de la sécurité sociale aux assureurs privés qui, d'ailleurs, vous applaudissent - c'est votre option.

De même, vous avez décidé, à l'arraché, de paralyser l'action des collectivités locales, donc de réduire la justice fiscale et la démocratie locale. Votre choix idéologique est simple : ouvrir largement le champ des services publics, en particulier les services à la personne, au secteur privé qui sait que cela rapporte bien plus, et bien plus vite, que l'investissement dans l'industrie, contrairement à ce qui se passe en Allemagne.

Enfin, pouvez-vous dire aux Français qu'il s'agit d'un vrai choix politique, qu'il existe plusieurs orientations, mais que vous défendez, légitimement, la vôtre parce que vous n'êtes ni techniciens ni technocrates, mais des politiques ? Retrouvons ici le sens de la démocratie parlementaire, du respectable débat droite gauche ! Ce sera l'honneur de la politique et de notre héritage. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean-Claude Lenoir. Vous êtes nulle !

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

M. Éric Woerth, *ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique*. Madame la députée, vous parlez d'ajustement technique. Il n'y a pas d'ajustement technique dans la réforme des retraites, il n'y a que des décisions humaines profondément équilibrées (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*), comme l'a reconnu le Conseil constitutionnel cet après-midi. Lisez avec attention sa décision !

Nous avons protégé le régime par répartition. Qu'y a-t-il de plus humain que ce régime ? Nous avons fait correspondre l'âge de départ à la retraite à l'espérance de vie. (" *C'est faux !* " sur plusieurs bancs du groupe SRC.) Qu'y a-t-il de plus humain, madame la députée ? (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Nous avons pris en compte la pénibilité des métiers. Qu'y a-t-il de plus humain ?

M. Maxime Gremetz. Arrêtez !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Nous avons pris en compte les carrières longues, c'est-à-dire ceux qui ont commencé à travailler jeunes. Qu'y a-t-il de plus humain ? Nos réformes, madame la députée, sont justes et

courageuses. Ce n'est pas facile, au fond, de faire des réformes courageuses et de protéger nos systèmes sociaux, comme nous le faisons aujourd'hui. C'est plus facile de donner à tout-va !

M. Patrick Lemasle. Ça, c'est pour Mme Bettencourt !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Il est plus facile de promouvoir la République du laxisme, plutôt que la République du sérieux et c'est à cette dernière que nous travaillons.

Madame la députée, ne vous y trompez pas : ceux qui, aujourd'hui, défendent nos systèmes sociaux sont ceux qui à ce jour, en garantissent le fonctionnement dans la durée. C'est ce courage qu'a le Président de la République, c'est ce courage qu'ont la majorité et le Gouvernement ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marylise Lebranchu](#)

Circonscription : Finistère (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2657

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, solidarité et fonction publique

Ministère attributaire : Travail, solidarité et fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 novembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 10 novembre 2010